

Journée d'échange sur la résilience des territoires - AIRT

*Augmenter la résilience des
territoires : un facteur d'intégration
des politiques publiques*

Groupe de réflexion n°3

20 janvier 2014

Résilience, facteur d'intégration des politiques publiques

- *La question du vocable*

- *Elaboration et évolution des politiques publiques*

- *Territoires : vers du sur-mesure ?*

- *La gouvernance*

- *Légitimité*

La question du vocable

- **Aléa** : *plutôt -> source de danger*
- **Enjeu** : *préférable -> exposition et degré d'exposition*
- **Catastrophe naturelle** : *l'événement (source de danger) est naturel – la catastrophe est due à ce qu'on a fait*
- **Vulnérabilité** : *ce n'est pas l'inverse de la résilience - vulnérabilité de quoi, par rapport à quoi et pour qui*

2 types de vulnérabilité

- *Statiques (habitat en zone à risques)*
- *Dynamiques (juridiques et financières)*
préférable -> fragilité

Elaboration et évolution des politiques publiques

- **Les limites de l'action publique** : *communes plutôt démunies*

Pour l'Etat : pb de vision à long terme, cloisonnement entre administrations et thématiques, perte de légitimité

- **Cohérence et transversalité** : *pb de cohérence et d'articulation des différentes politiques publiques – organisation administrative complexe – la résilience reste une partie à part dans les projets*

- *Comment intégrer les documents réglementaires dans le projet de territoire*
- *Qui décide sur quoi doit porter la résilience ? Pour quoi faire ?*
- *Besoin de clarification des objectifs politiques*

Elaboration et évolution des politiques publiques

- **Les outils** : on observe un changement : prise en compte de la socialisation et non plus de la seule naturalisation (qu'est ce qu'on est prêt à perdre ...)
 - **le PPR** : prérogatives Préfet # Maire (lors de l'élaboration et dans sa mise en œuvre) -> déresponsabilise

PPR et résilience : on admet qu'il peut se produire quelque chose malgré le plan

 - **SCOT et PLU** : le SCOT n'est pas utilisé à sa juste valeur pour ce qui est des risques – le PPR peut être un frein (annexé au SCOT)

Le PLU, intéressant car prescriptif, assure une cohérence spatiale
- *Confier au responsable élu d'un territoire la pleine responsabilité de la gestion des risques ?*
 - *Rendre un volet littoral à part entière obligatoire dans les SCOT*
 - *Objectif d'amélioration de la résilience comme fil rouge -> SCOT*

Elaboration et évolution des politiques publiques

- **Des exemples :**

- **Agenda 21 à Feyzin** – vallée de la chimie - outil qui structure les actions en assurant une transversalité et des articulations entre les différentes thématiques urbaines
- **GIP Aquitaine** : élaboration d'un plan pour la stratégie littorale au niveau régional – vision globale et cohérente

Territoires : vers du sur-mesure ?

- **Diagnostic territorial et hiérarchisation des problématiques** : *élaborer une politique publique <=> diagnostic du territoire*

À partir de ce diagnostic, quid de la hiérarchisation des problèmes :

Que veut-on faire ? Pour qui ? Pour quoi ? Qu'est ce qui compte ?

- **Prise en compte des spécificités : entre universel et particulier** : *notion de **vulnérabilité dynamique d'un territoire** peu présente dans les politiques publiques*
 - *L'exemple de la directive inondation (2007) : changement de paradigme*
 - *L'approche territoriale : du prêt-à-porter au sur-mesure afin d'intégrer et de s'adapter aux spécificités du territoire*
 - *L'enjeu : faire du sur-mesure en l'articulant avec un socle réglementaire commun*
- **Organisation territoriale et mise en oeuvre** : *services déconcentrés de l'Etat ne font plus d'ingénierie publique et donc d'accompagnement des décideurs locaux sur le diagnostic de leur territoire – déficit aussi sur les réflexions qui devaient être engagées en termes « d'intelligence des territoires »*
 - *Créer de la transversalité dans les politiques locales et de la cohérence entre les démarches, modes d'action et outils*
 - *Contribuer à faire évoluer les cadres réglementaires nationaux*

Territoires : vers du sur-mesure ?

- **Culture du risque** : *collective encore insuffisante en France*

La question du niveau : complémentarité à trouver entre une culture contextualisée sur de petits territoires – s'appuyant sur les savoirs - et une communication nationale

- **Comment informer, former, engager**

Rien n'a été fait pour accompagner le citoyen (qui depuis 2004 est désigné comme responsable de sa propre sécurité)

Information déversée de façon désordonnée

Communiquer n'est pas informer

Le recours aux nouvelles technologies : oui mais avec discernement

- *Information et information des agents territoriaux*
- *Intégration de la formation aux risques dans toutes les formations initiales, continues et professionnelles*
- *Se servir des outils que sont les PPR et les PAPI pour toucher la population*
- *Promouvoir des actions de communication au niveau de l'échelon communal*
- *Mises en situation « pour de vrai » se révèlent être des actions très pertinentes*

La gouvernance

- **Rôle et place du décideur** : *c'est le décideur politique qui est centre du dispositif – prend des décisions publiques en tenant compte des vulnérabilités qu'elles sont susceptibles de réduire, de maintenir voire d'engendrer*
- **Place des financiers et des assureurs** : *peu présents dans les discussions post catastrophe*
- **La résilience des territoires comme levier politique ?** : *Comment faire de la résilience un sujet politique ?*

Notion de temporalité, pas d'immédiateté - elle permet de se projeter et encourage l'innovation

- **Des gouvernances** : *différents modes pour différentes politiques publiques - la gouvernance est l'affaire des acteurs du territoire qui se réunissent pendant les crises*

- *Arriver à une définition consensuelle de la résilience*
- *Démarche-projet peut être une solution*

Légitimité

- **Expertises** : *l'expertise n'est plus aujourd'hui seulement l'affaire de spécialistes*

Questionnement :

- *Comment faire passer les messages « experts » au niveau des acteurs politiques ?*
 - *Comment mobiliser l'expertise pour dépasser le déni, les habitudes => prise de conscience des fragilités et risques*
 - *Qui peut faire autorité et qui peut la constituer ?*
 - *Qu'est ce qui est crédible ? Comment agir en conséquence ?*
 - *Qui veut-on toucher ? Quelle est la cible ?*
-
- **Légitimité** : *climat de défiance vis à vis des pouvoirs publics*
Emerge l'idée d'un organisme qui serait légitime :
 - *Leadership : pilotage et commandement*
 - *Confiance : tenue des engagements, exécution des décisions*
 - *Résilience : fait référence à l'organisation apprenante*
-
- *Engager un travail sur la création de sens, sur la clarification des objectifs politiques et des structures administratives*